

Les subsides

auprès de la collectivité. Quand je leur ai demandé comment ils avaient reçu la demande, ils m'ont répondu: «Elle arrive simplement au bureau». Ils en font une évaluation et passent à l'étape de la recommandation. L'évaluation ne se fait pas de la même manière que pour les autres programmes. Une seule personne est chargée de l'évaluation pour la moitié des circonscriptions de la région métropolitaine de Toronto. Pour les autres programmes, 11 personnes s'occupent de l'évaluation. L'évaluation n'est faite que pour la forme. En réalité, la demande est simplement envoyée au ministre. D'où vient-elle? Nous le savons. Elle vient d'un député. Dans la circonscription d'Eglinton-Lawrence, le représentant actuel qui siège à la Chambre fait une recommandation. Comme c'est pratique!

Cela vous donne une idée de la situation, monsieur le Président. Un groupe de libéraux d'origine italienne forment une société dont les membres se rencontrent et disent qu'il faudrait construire un bureau avec pignon sur rue; puis ils rédigent une proposition. Ensuite, le même groupe demande une subvention. Après cela, leur député leur accorde une subvention de \$583,000. Pour faire quoi? C'est l'essentiel de l'affaire.

J'ai en main une lettre que Centraide a envoyée à l'honorable John Roberts le 17 janvier 1984. Dans cette lettre, l'organisme affirme que le gouvernement libéral n'a pas consulté la collectivité au sujet de cette «grosse» dépense de fonds fédéraux. Il n'y a pratiquement pas eu de consultations avec les ministères concernés.

● (1330)

Il existe un groupe appelé COSTI-IIAS Immigrant Services qui travaille depuis trente ans parmi la collectivité italienne. Il me semble—peut-être fais-je erreur—que l'actuel ministre de l'Environnement (M. Caccia) a déjà été directeur de ce groupe. Son conseil d'administration compte des membres des professions libérales de tout le pays. Il a bonne réputation. Il offre les mêmes services sociaux que fournit ce groupe libéral. Il a diffusé un communiqué de presse disant qu'il y a chevauchement des services sociaux. En d'autres termes, on a dépensé \$583,000 pour fournir les mêmes services sociaux. Le Social Planning Council of Metropolitan Toronto a envoyé une lettre au président du Conseil du Trésor (M. Gray) le 17 janvier au sujet de l'Alliance for Italian Integration and Culture. Le Conseil s'élève contre l'absence de consultations en ces termes:

C'est une vraie gifle pour l'organisation de promotion sociale ainsi que pour d'autres organismes de prestation directe de services que cette mesure soit prise à un moment aussi délicat pour le secteur non gouvernemental.

J'ai posé une question au ministre à cet effet hier à la Chambre. Le journaliste Joe O'Donnell rapportait dans le *Toronto Star* du 14 février:

Le ministre a dit n'avoir pas approuvé et ratifié ce projet en raison d'une quelconque affiliation politique des parrains du projet.

La question que je vous pose, monsieur le Président, que je pose aux Canadiens et au parti libéral est celle-ci: Pourquoi a-t-on approuvé cette subvention? Cette décision bat en brèche les organismes existants et va à l'encontre du projet actuel de promotion sociale à Toronto. Elle politise l'organisme. Pourquoi l'a-t-on approuvée? Voilà un exemple concret. Pourquoi? Qui a découvert cette affaire? Les députés de l'opposition n'en savaient rien. Même la Fonction publique ne connaissait pas l'existence de ces subventions; elle a simplement reçu les demandes, mystérieusement. Cela n'est pas juste une manœuvre politique. C'est de la corruption, c'est de la corruption pure

et simple. Les citoyens du Canada devraient savoir que c'est ainsi qu'on dépense leur argent.

Comme l'a signalé Centraide, \$248,000 sont affectés chaque année à de nouveaux programmes dans la région métropolitaine de Toronto et elle reçoit 71 demandes de la part d'organismes. Voilà \$583,000 qui tombent du ciel pour un organisme qui n'a aucune compétence professionnelle dans ce domaine. Quelle honte! Comment le ministre de l'Environnement peut-il faire partie du caucus de la région métropolitaine de Toronto? Je me demande aussi comment son collègue le ministre d'État chargé des Finances (M. MacLaren) peut être complice de ce genre de choses. Voilà deux ministres responsables. Comment peuvent-ils se livrer à des actes de ce genre? Je ne pense pas qu'ils soient à ce point corrompus.

J'ai écrit aujourd'hui une lettre au ministre de l'Emploi et de l'Immigration et je voudrais vous la lire. La voici:

Monsieur,

Je vous écris au sujet de la subvention de \$583,000 accordée à Alliance Community Services, dans la circonscription d'Eglinton-Lawrence, à Toronto.

Si vous me le permettez, je voudrais signaler en passant que le taux de chômage, dans Eglinton-Lawrence, est d'environ 4.4 p. 100. Quoi qu'il en soit, voici la suite de la lettre:

Vous trouverez ci-joint une documentation complète, à savoir:

1. la question que je vous ai posée hier à la Chambre des communes;
2. les lettres patentes de la Canadian Alliance for Italian Integration and Culture;
3. un document de travail sur l'intégration de la communauté italienne et ses relations avec le parti libéral;
4. une proposition relative à un programme de création d'emplois dans le domaine des services sociaux, etc., émanant de la Canadian Alliance;
5. la brochure distribuée par le bureau de l'Alliance ouvert au public;
6. des lettres de la United Way of Greater Toronto et du Social Planning Council of Metropolitan Toronto, dans lesquelles ils s'opposent à la subvention; et
7. une déclaration du Service aux immigrants COSTI-IIAS (organisme qui offre un service professionnel depuis 30 ans dans ce domaine), dans laquelle il s'oppose à la création d'un autre service semblable.

Le lien existant entre ce projet et le parti libéral ne vous échappera sans doute pas. En tant que prétendu «ministre politique de Toronto», vous feriez preuve d'incompétence en n'étant pas au courant.

En tant que ministre de l'Emploi du Canada, vous avez approuvé une subvention qui ouvre la voie—en dépit des objections formulées par l'organisme actuellement en activité au sein de la communauté italienne du Toronto métropolitain—à d'anciens ou à d'éventuels candidats libéraux qui voudront faire du porte à porte et, qui plus est, grâce aux deniers publics.

Le secteur public procède au mieux à une étude superficielle de ces subventions. Il y a répétition entre les services. Comparé à COSTI, le conseil d'administration de l'Alliance n'a aucune expérience.

Vous avez politisé le travail social à Toronto, ce qui aura des répercussions à long terme.

En deux mots, cette subvention semble plutôt louche.

Je vous conseille de faire preuve d'autorité en l'occurrence, de revoir la situation et de retirer la subvention.

En terminant, j'aimerais soulever deux autres questions, afin que les Canadiens comprennent pourquoi je ne veux pas que les candidats libéraux—passés, présents ou futurs—fassent du porte-à-porte pour un organisme financé au moyen de fonds publics. Étant donné la nature de la politique de nos jours, cet organisme peut reconnaître tous les votants de cette collectivité et les enrégimenter dans le parti libéral en prévision d'élections ou pour en empêcher certains d'être mis en candidature. Voici comment ils s'y prendraient, par exemple, pour défaire le député de York-Est (M. Fleming) à une assemblée de mise en candidature: tout serait programmé dans leur ordinateur personnel, y compris noms et adresses. Il n'y a rien de mal à cela,